Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 161 en date du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu l'arrêté n° 120 en date du 24 février 1938 complétant les dispositions de l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 susvisé;

Vu l'arrêté n° 305 du 1^{er} juin 1938 portant modifications aux conditions de recrutement et de permission du personnel des cadres locaux indigènes du Togo;

Sur la proposition du chef du service de l'agriculture;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le concours pour l'emploi d'agent d'agriculture du cadre local indigène du Togo a lieu à Lomé devant une commission composée comme suit :

Un administrateur des colonies . . .	} <i>Président</i>
Le chef du bureau des affaires administratives et économiques,	
Le chef du service de l'agriculture,	} <i>Membres.</i>
Un fonctionnaire du service des travaux publics,	
Un notable togolais,	
Le chargé de la section du personnel indigène.	

Secrétaire

Date du concours — Demandes des candidats.

ART. 2. — La date du concours est fixée par arrêté du Commissaire de la République.

Les candidats désirant se présenter au concours adresseront leur demande au Commissaire de la République un mois avant la date fixée pour le concours.

Programme et sujet des compositions.

ART. 3. — Le programme du concours à l'emploi d'agent agricole est le suivant :

1 ^o — <i>Ecrit :</i>	Coefficient :
Une composition écrite sur une question d'agriculture générale, durée 4 heures . . .	2
(Cote minimum 12)	
2 ^o — <i>Oral :</i>	
1 ^o — Une interrogation sur l'agriculture spéciale	1
2 ^o — Une interrogation sur la botanique	1
3 ^o — Une interrogation sur la topographie :	
Une partie théorique	} 1
Une partie pratique	
4 ^o — Une interrogation sur la parasitologie et sur la pathologie	1
5 ^o — Une interrogation sur la technologie agricole	1
6 ^o — Une interrogation sur les textes locaux administratifs concernant la réglementation et la protection des cultures	1
(Moyenne 12)	

Les épreuves seront cotées de 0 à 20.

Pour être admis dans le cadre supérieur des agents d'agriculture, les candidats devront obtenir une moyenne générale égale ou supérieur à 12.

Les candidats diplômés de l'école d'agriculture qui auront obtenu la moyenne exigée pour l'admission bénéficieront d'une majoration de 20 points pour le classement définitif.

Les sujets des compositions seront fixés par le Commissaire de la République.

ART. 4. — Après correction de l'épreuve écrite le président informe les candidats ayant obtenu au moins la cote 12 de leur admission à l'écrit; il convoque la commission pour leur faire subir les épreuves orales. Après ces épreuves la commission rédige un procès-verbal dans lequel elle précise notamment les cotes attribuées à chaque candidat pour chacune des épreuves. Ce procès-verbal auquel est joint le dossier complet du concours, est adressé au Commissaire de la République qui prononce l'admission dans la mesure de places mises au concours.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1938.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 483 complétant l'arrêté n° 305 du 1^{er} juin 1938.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934, réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo, à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer;

Vu l'arrêté du 1^{er} mai 1934, réglant le statut du personnel des cadres locaux indigènes des travaux publics, de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté du 21 juin 1934, réglementant les congés annuels du personnel indigène des cadres locaux du Togo;

Vu l'arrêté n° 278 du 16 mai 1938, complétant l'arrêté n° 342 du 21 juin 1934 réglementant les congés annuels du personnel indigène des cadres locaux du Togo;

Vu l'arrêté n° 305 du 1^{er} juin 1938, portant modifications aux conditions de recrutement et de permissions du personnel des cadres locaux indigènes du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance, du 25 août 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe deuxième de l'article 3 de l'arrêté n° 239 du 1^{er} mai 1934 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3, paragraphe 2 (nouveau).
« Directement à la classe de l'un des emplois
« comportant un traitement de 4.600 francs les can-
« didats ayant satisfait aux épreuves d'un examen
« professionnel organisé par arrêté du Commissaire
« de la République ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1938.

L. MONTAGNÉ.

Voies d'exécution

ARRETE N° 484 réglementant en justice indigène les voies d'exécution forcée sur les biens du débiteur.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 21 avril 1933, modifié par le décret du 22 janvier 1936, réorganisant la justice indigène au Togo notamment en son article 19;

Vu le décret du 24 juillet 1906 portant organisation du régime de la propriété foncière dans les colonies et territoires relevant du Gouvernement Général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 23 décembre 1922 rendant applicable au Togo le décret précité;

Vu le décret du 15 août 1934 instituant au Togo un mode de constatation des droits fonciers des indigènes;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1933 modifié par l'arrêté du 15 avril 1937 réorganisant la contrainte par corps notamment en son article 4;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 août 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La procédure d'exécution forcée sur les biens a pour objet de mettre le bien du débiteur sous la main de justice et de le convertir en une somme d'argent qui doit être attribuée au créancier à titre de paiement. Elle est organisée ainsi qu'il suit :

I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 2. — Le créancier, bénéficiaire d'un jugement définitif c'est-à-dire non susceptible d'appel ou non frappé d'appel ou en matière répressive de pourvoi dans les délais fixés par le décret du 21 avril 1933 doit, pour en obtenir l'exécution forcée, présenter verbalement ou par écrit une requête à cette fin.

Cette requête est présentée :

a) s'il s'agit d'une condamnation prononcée par un tribunal civil et commercial, au président du tribunal qui a statué, en premier ressort, sur la demande ayant l'objet du jugement;

b) s'il s'agit d'une condamnation prononcée par un tribunal répressif du premier degré, au président du tribunal civil et commercial du premier degré situé dans le même ressort;

c) s'il s'agit d'une condamnation prononcée par un tribunal criminel, au président du tribunal du deuxième degré situé dans le même ressort;

d) s'il s'agit d'une condamnation prononcée par le tribunal colonial d'appel, au président du tribunal compétent, selon les règles fixées aux paragraphes a et b ci-dessus en ce qui concerne le jugement dont il a été fait appel.

Copie du jugement dont l'exécution est demandée doit être jointe à la requête ou présentée à sa suite.

ART. 3. — Le président du tribunal, saisi de la requête, s'assure que le jugement présenté, en copie, par le créancier est définitif et visé pour exécution, ainsi qu'il est prévu à l'article 89 du décret du 21 avril 1933; par ordonnance, rendue dans les quatre jours, et transite sur la copie du jugement, il détermine, sur les indications du créancier, la nature des biens du débiteur sur lesquels sera poursuivie l'exécution forcée, et désigne pour procéder à cette mesure un agent d'exécution, fonctionnaire ou agent de l'administration, citoyen, sujet ou administré sous mandat français.

Au cas où les biens à saisir sont situés en dehors du ressort du tribunal, le président du tribunal se borne à ordonner la saisie et transmet la copie du jugement, revêtue de son ordonnance, au président du tribunal du même degré, territorialement compétent, qui désigne sans délai l'agent d'exécution.

ART. 4. — Dans un délai maximum de trois jours à compter de sa désignation, l'agent d'exécution notifie au débiteur l'ordonnance de saisie et l'avise que faute par lui de s'acquitter immédiatement entre ses mains, du montant de sa dette, les biens dont la nature est mentionnée dans l'ordonnance seront saisis; il constate par procès-verbal l'accomplissement de cette formalité et sa date.

ART. 5. — A défaut de paiement immédiat, l'agent d'exécution met sur le champ sous la main de justice les biens à saisir qu'il juge nécessaires pour couvrir le montant de la dette et des frais.

ART. 6. — La saisie ne peut être opérée qu'en présence du débiteur ou d'un membre majeur de sa famille, ou, à défaut, du chef de village ou de quartier, ou d'un suppléant de ce dernier.

Le chef de canton, et, à défaut, le chef de village doit son concours à l'agent d'exécution qui peut, en cas de besoin requérir la force pour vaincre la résistance du saisi.

ART. 7. — L'agent d'exécution dresse sur le champ procès-verbal de la saisie.

Cet acte rappelle le jugement de condamnation et l'ordonnance de saisie; il constate en présence de qui la saisie a été opérée, et contient l'inventaire des biens saisis; il désigne un gardien desdits biens, qui peut être soit le saisi, soit toute autre personne; il mentionne enfin les jours et heures auxquels il sera procédé à la vente.

Un double de l'inventaire est remis au gardien de la saisie.

L'avis de vente est, par les soins de l'agent d'exécution, communiqué au saisi et, en outre, porté par affiche ou par crieur public à la connaissance de la population; il est fait mention de ces formalités au procès-verbal de saisie.

ART. 8. — Le délai entre la saisie et la vente sera au moins de quinze jours francs, au plus de trente jours francs.

Il pourra être abrégé par ordonnance du président du tribunal qui a désigné l'agent d'exécution, mais seulement en cas de nécessité urgente constatée dans l'ordonnance (saisie de biens périssables).

ART. 9. — Aux jours et heures fixés et à défaut de paiement intégral dans l'intervalle, l'agent d'exécution procède à la vente des biens saisis aux enchères publiques sur mise à prix fixée par lui, compte tenu de leur valeur, au plus offrant et dernier enchérisseur.

Le paiement est toujours effectué au comptant.

La vente est arrêtée dès que son produit suffit à couvrir la créance et les frais.

L'agent d'exécution dresse un procès-verbal de la vente.

A défaut d'enchérisseur, les biens saisis sont adjugés au poursuivant en règlement partiel de sa créance, pour la valeur de leur mise à prix; il ne pourra cependant entrer en leur possession qu'après règlement définitif des frais résultant des poursuites.

Le produit total de la vente est remis par l'agent d'exécution au président du tribunal qui l'a désigné.

ART. 10. — Les frais et débours auxquels peuvent donner lieu la garde des biens saisis, la vente, et, d'une façon générale, la procédure d'exécution forcée, sont taxés par le président du tribunal qui a désigné l'agent d'exécution, sur état établi par ce dernier et récupérés par priorité sur le montant de la vente.

L'agent d'exécution n'a droit à aucune rétribution spéciale.

Les déplacements qu'il a effectués pour remplir sa mission lui donnent droit à des avantages et indemnités égaux à ceux qui lui sont attribués par les règlements locaux pour ses déplacements administratifs.

ART. 11. — Les frais et débours indiqués à l'article précédent (déplacements et transports de l'agent d'exécution, frais d'affichage et de crieur public, levé de plan, etc...) sont à la charge de la partie saisie.

En cas d'insolvabilité de celle-ci, ils sont à la charge du poursuivant.

A cet effet celui-ci doit constituer provision.

ART. 12. — La constitution de provision et le règlement des frais prévus aux articles 10 et 11 ci-dessus ont lieu dans les formes suivantes :

1^o — le président du tribunal qui a désigné l'agent d'exécution fixe par ordonnance une provision représentant approximativement les frais de transport, de déplacement et autres;

2^o — l'avance de cette provision est faite par le poursuivant entre les mains du secrétaire du tribunal qui en donne reçu et en assure la garde.

3^o — la procédure de saisie et de vente terminée, le détail exact des frais est fixé par le président du tribunal qui a désigné l'agent d'exécution. Avis en est donné au débiteur;

4^o — le montant des frais est prélevé ainsi qu'il est dit au paragraphe 1 de l'article 10;

5^o — lorsque le débiteur est insolvable, les frais sont prélevés sur la provision versée par le poursuivant;

6^o — la provision, ou le cas échéant son reliquat, est reversée au poursuivant qui en donne quittance au secrétaire du tribunal.

ART. 13. — La partie saisie, informée ainsi qu'il est dit au paragraphe 3 ci-dessus, du montant définitif des frais fixés par le président du tribunal qui a désigné l'agent d'exécution, est libre d'acquiescer ou de déclarer opposition.

En cas d'acquiescement, celui-ci est constaté au pied de l'ordonnance de taxation. En cas d'opposition, l'affaire est portée devant le tribunal civil et commercial compétent.

ART. 14. — Après prélèvement du montant des frais et débours dans les formes indiquées ci-dessus, le produit total de la vente est, le cas échéant, transmis par le président du tribunal qui a désigné l'agent d'exécution, au président du tribunal qui a délivré l'ordonnance de saisie.

Celui-ci, après convocation des parties, verse au créancier la somme qui lui revient, et s'il y a lieu, au débiteur, le reliquat.

Mention du règlement est faite, par ses soins, au procès-verbal de vente et, si c'est possible, contresignée par les parties ou par l'interprète, en leur présence; en outre elle est portée, sur avis du président du tribunal qui a délivré l'ordonnance de saisie, en marge de la minute du jugement dont la saisie a été la conséquence; cette mention est faite, selon le cas, par le président du tribunal qui a rendu ce jugement ou par le greffier du tribunal colonial d'appel.

Toutes les pièces relatives à l'exécution du jugement sont, aussitôt après le règlement, classées aux archives du tribunal qui doit détenir le dossier de l'affaire, et versées à ce dossier.

ART. 15. — L'exécution forcée peut porter, au choix du créancier, sur les meubles, les récoltes, le traitement ou salaire, ou les immeubles du débiteur.

ART. 16. — Sont insaisissables :

1^o — les effets ou objets mobiliers de première nécessité c'est-à-dire coucher, effets d'habillement et ustensiles de ménage strictement indispensables à la vie du débiteur et des membres de sa famille vivant habituellement avec lui, ainsi que ses papiers;

2^o — les instruments de travail indispensables à la pratique de sa profession;

3^o — les provisions nécessaires, jusqu'à la prochaine récolte, à son alimentation et à celle des membres de sa famille vivant habituellement avec lui;

4^o — la partie de son salaire indispensable à sa subsistance et à celle des membres de sa famille vivant habituellement avec lui et incapables de travailler;

5^o — les pensions civiles ou militaires, les indemnités ou rentes perçues en vertu de la réglementation sur les accidents du travail dont le débiteur est bénéficiaire.

ART. 17. — Toute contestation portant sur la détermination ou la quotité des biens devant rester hors de toute saisie sera sans délai signalée par le saisi ou par l'agent d'exécution au président du tribunal qui a désigné l'agent d'exécution, qui statuera d'urgence par voie l'ordonnance immédiatement exécutoire et non susceptible d'appel.

La vente ne pourra avoir lieu qu'après le prononcé de cette ordonnance.

ART. 18. — Si un tiers formule une réclamation, ou une opposition à la saisie, l'agent d'exécution le constatera, écartera provisoirement de la saisie le bien contesté et avisera sans délai le président du tribunal qui l'a désigné. Le tiers opposant ou revendiquant aura un délai franc de huit jours à compter de celui de son opposition pour présenter sa demande au président du tribunal compétent à raison de la valeur des biens litigieux, faute de quoi il sera passé outre à la saisie et à la vente.

La saisie des biens faisant l'objet de l'opposition ou de la réclamation ne pourra être opérée qu'après expiration du délai d'appel ou, en cas d'appel, après décision de la juridiction d'appel.

II. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A CERTAINS MODES D'EXÉCUTION FORCÉE.

a) Exécution forcée sur les récoltes pendantes :

ART. 19. — Les récoltes pendantes par arbre et par racines ne peuvent être saisies que deux mois au plus avant la maturité des fruits et vendues qu'à l'époque de la maturité.

b) Exécution forcée sur les traitements et salaires des fonctionnaires, employés et ouvriers :

ART. 20. — Après avoir procédé à la notification prévue à l'article 4 ci-dessus et à défaut de paiement immédiat, l'agent d'exécution se transportera au domicile de l'employeur du débiteur, lui remettra un double de l'ordonnance de saisie et lui fera défense de verser au débiteur une somme égale au montant de la dette et des frais, sous réserve des dispositions des articles 13 et suivants, relatives à la quotité saisissable.

A défaut de paiement dans un délai de huit jours francs, l'agent d'exécution se fera verser par l'employeur contre reçu la somme réservée par ce dernier dans les conditions du paragraphe précédent.

Si le gain à échéance journalière, hebdomadaire ou mensuelle du saisi est insuffisant pour couvrir cette somme en une fois, l'employeur sera tenu de

réserver, à chaque échéance suivante, sur les paiements qu'il devra faire à son employé, la portion saisissable de son salaire jusqu'à extinction du montant de la dette et des frais, et d'en faire la remise à l'agent d'exécution.

L'agent d'exécution devra informer le saisi de la date et du montant des prélèvements qui devront être ainsi opérés.

Chaque versement partiel effectué par le tiers saisi sera constaté par un reçu délivré à l'employeur par l'agent d'exécution.

Lorsque la dette et les frais seront intégralement payés, l'agent d'exécution en donnera avis à l'employeur.

Mention de chaque règlement sera faite au bas de l'ordonnance de saisie et en marge de la minute du jugement dont elle a été la conséquence dans les formes indiquées à l'article 14 ci-dessus.

ART. 21. — Par dérogation aux règles posées à l'article 3 du présent arrêté, le recouvrement de la créance sera poursuivi suivant la procédure admise devant les tribunaux français :

a) en cas de contestation de l'employeur si celui-ci est de statut européen ou assimilé;

b) lorsque, le débiteur étant employé ou agent de l'administration d'une commune ou d'un établissement public, le recouvrement de la créance devra être opéré entre les mains du trésorier-payeur ès-qualité;

c) et d'une manière générale toutes les fois qu'un créancier veut faire pratiquer saisie-arrêt contre son débiteur entre les mains d'un européen ou assimilé.

c) *Exécution forcée des immeubles immatriculés.*

ART. 22. — La procédure d'exécution forcée des immeubles immatriculés sera suivie devant les tribunaux français compétents dans les formes prévues par la loi française (code de procédure civile, décret organisant le régime de la propriété foncière). De même que dans les cas prévus à l'article 21 ci-dessus, le recouvrement de la créance est poursuivi directement suivant la procédure admise par les tribunaux français, par dérogation aux règles posées par l'article 3 du présent arrêté.

d) *Exécution forcée d'immeubles autres que ceux ci-dessus :*

ART. 23. — L'exécution forcée d'immeubles autres que ceux ci-dessus, sera suivie devant le tribunal civil indigène du premier degré dans le ressort duquel se trouve l'immeuble.

En ce qui concerne :

1^o — Les immeubles faisant l'objet d'un titre foncier indigène établi dans les formes prévues par le décret du 15 août 1934 instituant un mode de constatation des droits fonciers des indigènes, la copie du titre détenue par le saisi sera remise à l'adjudicataire, par le président du tribunal dans le ressort duquel se trouve l'immeuble après que mention de la mutation intervenue y aura été inscrite par le chef de la subdivision administrative compétent.

En cas de perte ou de prétendue perte du titre foncier par le saisi, l'adjudicataire demandera duplicata de ce titre au président du tribunal indigène compétent (article 8 du décret du 15 août 1934);

2^o — Les immeubles détenus suivant la coutume, un extrait certifié conforme du procès-verbal d'adjudication, mentionnant les noms, domicile, profession du saisi et de l'acquéreur, les caractéristiques et la situation de l'immeuble ainsi que les prix et date auxquels il a été adjugé, sera remis à l'acquéreur par le président du tribunal compétent;

3^o — Les installations faites sur les lots de terrain réservés exclusivement à l'habitation des indigènes autour des agglomérations européennes; l'adjudication ne deviendra définitive que quand l'acquéreur, réunissant personnellement les conditions requises par la réglementation locale, aura obtenu la délivrance par l'administration compétente, d'un permis d'habiter le lot où se trouvent les installations. A défaut de production de ce permis dans la quinzaine de l'adjudication, l'immeuble est remis en vente publique.

Toutefois, l'adjudicataire qui ne réunit pas les conditions requises pour obtenir personnellement un permis d'habiter, pourra rendre définitive l'adjudication prononcée à son profit, en prenant l'engagement, qui sera consigné au procès-verbal, d'enlever les installations du lot dont il s'agit.

ART. 24. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1938.

L. MONTAGNÉ.

Licences

ARRETE N° 485 modifiant et complétant l'arrêté n° 654 du 17 décembre 1937 fixant la liste des sociétés et particuliers bénéficiaires de licences pour 1938.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 606 du 15 novembre 1930 réglementant les licences; ensemble les textes modificatifs subséquents et notamment l'arrêté n° 250 du 28 avril 1928;

Vu l'arrêté n° 654 en date du 17 décembre 1937 complété et modifié par les arrêtés n°s 675, 117 et 249 des 28 décembre 1937, 24 février 1938 et 28 avril 1938;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 août 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 654 du 17 décembre 1937 est modifié ainsi que suit :

CERCLE DU SUD

Licence de 3^e classe :

Société Générale du Golfe de Guinée — 1 à Lomé (Avenue Galliéni).

(En remplacement d'une licence de 5^e classe).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1938.

L. MONTAGNÉ.

Marchés de fournitures et de travaux

ARRETE N° 489 portant application au territoire du Togo de diverses réglementations relatives aux marchés de fournitures et de travaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;